

Après l'élection d'une « super majorité » : quelle trajectoire pour l'Éthiopie en 2026 ?

Aaron Stanley | 17 juillet 2026 | ARTICLES



Ce texte est une traduction de l'article « [After the Supermajority: Ethiopia's Trajectory Following the 2026 Election](#) », publié le 18 juin 2026 par le Center for Strategic and International Studies (CSIS).

L'Éthiopie a tenu ses élections législatives le 1^{er} juin 2026 et, alors que le dépouillement de la [majorité des suffrages](#) est désormais achevé, [tous les signes indiquent](#) que le Parti de la prospérité du Premier ministre Abiy Ahmed Ali aurait remporté une large majorité (ndlr : 438 des 501 sièges soumis au vote à la Chambre des représentants du peuple, la chambre basse du parlement éthiopien). Si de nombreux analystes avaient [prédit ces résultats](#) avec assurance bien à l'avance, l'issue du scrutin – conjuguée aux réformes économiques et à la croissance récente du pays, ainsi qu'aux conflits internes et aux tensions régionales – invite à examiner de façon critique la manière dont cette majorité écrasante façonnera la trajectoire politique, sociale et économique de l'Éthiopie, soulevant d'importantes questions sur les implications plus larges pour l'avenir de la nation.

Quelles sont les conséquences d'une majorité écrasante octroyée au Parti de la prospérité pour l'avenir des réformes économiques en cours en Éthiopie ?

Lancé en 2019, le programme éthiopien « [Homegrown Economic Reform](#) » (HGER) a favorisé une transition délibérée vers une économie davantage axée sur le marché et favorable au secteur privé. Les efforts visant à ouvrir le secteur bancaire aux institutions étrangères, ainsi que des réformes telles que l'assouplissement du contrôle des changes et la mise en flottement de la monnaie éthiopienne ont été accompagnés d'une libéralisation sectorielle, notamment dans le domaine des [télécommunications](#) avec l'arrivée de Safaricom.

Les réformes économiques ont initialement entraîné une [forte inflation](#), qui a réduit le [pouvoir d'achat](#) des ménages. L'inflation reste relativement élevée, mais elle a fortement baissé par rapport à son pic et s'est stabilisée [autour de 12 %](#). De plus, des [données gouvernementales](#) récemment publiées montrent une augmentation substantielle des réserves de change, un solde de la balance des paiements plus solide et une hausse des exportations. Cependant, ces gains ne profitent pas à tous de manière égale. Si ces données sont exactes, les avantages profitent d'abord aux exportateurs, aux banques et aux entreprises à forte intensité capitaliste et moins à la majorité des Éthiopiens confrontés aux [pressions liées au coût de la vie](#).

Cette majorité écrasante produit un phénomène ambigu. D'une part, elle supprime tout obstacle législatif à la prochaine phase de réforme économique, offrant ainsi une prévisibilité politique aux investisseurs et aux institutions financières internationales. D'autre part, l'absence d'une opposition législative significative engendre un déficit de responsabilité.

Pour autant, malgré une réduction des frictions politiques officielles, plusieurs tensions persistent. Premièrement, même avec la libéralisation et les réformes économiques, le Parti de la prospérité reste essentiellement étatiste. L'État, et de plus en plus [le parti](#), conservent un levier décisif sur [les terres](#), les [entreprises stratégiques](#) et les [flux financiers](#). Les cessions partielles d'[Ethio Telecom](#) en bourse illustrent comment une libéralisation limitée est utilisée pour attirer des capitaux sans céder le contrôle stratégique d'une entreprise. Il est difficile d'observer de l'extérieur si cela reflète une politique industrielle prudente ou une retenue visant à préserver les rentes.

Deuxièmement, les pressions sur le coût de la vie constituent une préoccupation majeure. L'inflation élevée et le pouvoir d'achat des ménages sont mis à rude épreuve et ont été aggravés par des crises mondiales. Depuis le lancement du programme HGER, la Covid-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la récente guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran ont tous provoqué des chocs externes sur l'économie éthiopienne – et mondiale. Parallèlement aux implications à court terme des réformes économiques nationales, la plupart des Éthiopiens ont dû faire face à des pressions accrues sur le coût de la vie au quotidien.

Une troisième source de friction concerne la sécurité intérieure et les conflits du pays. Les dépenses militaires et policières, les déplacements de population induits par les conflits et l'impact de l'insécurité intérieure sur la perception du risque par les investisseurs constituent autant d'obstacles à ce que la réforme macroéconomique atteigne ses objectifs. Alors même que ces élections ne se sont tenues que dans certaines régions du pays, une réforme économique appliquée de façon sélective risquerait de creuser considérablement les inégalités régionales et entre zones urbaines et rurales, avivant les tensions entre le gouvernement fédéral, les entités régionales et les organisations qui représentent différentes communautés.

La période postélectorale offre dès lors une occasion politiquement propice pour publier une version actualisée du HGER, même si l'on s'attend généralement à une continuité des réformes économiques. Pour cette nouvelle version, on pourrait s'attendre à une accélération de la mise en œuvre là où le gouvernement a déjà pris des engagements, à peu de changements là où les réformes pourraient fragiliser le pouvoir, et à un écart grandissant entre le discours officiel sur la libéralisation et le contrôle effectif des autorités qui le mettent en musique.

Quelles sont les implications des élections pour le système de fédéralisme ethnique en Éthiopie ?

L'une des implications à long terme les plus importantes de ces élections ne concerne pas tant l'identité de ceux qui gouvernent que l'architecture même du gouvernement. Le système fédéral éthiopien est exceptionnellement solide en ce qui concerne les [pouvoirs formels qu'il accorde aux groupes ethniques](#). Le Parti de la prospérité a été conçu en partie comme une réponse à cette situation, fusionnant des partis à base ethnique en une seule entité nationale qui prétend poursuivre une identité plus unifiée.

Les observateurs soulignent que le Parti de la prospérité n'accorde que peu d'importance à l'accord de 1995 qui a marqué le début de l'actuelle constitution éthiopienne et du cadre de fédéralisme ethnique du pays. Certains [s'attendent à ce que](#) la Commission du dialogue national, lancée en 2022, recommande des changements conduisant à un renforcement du pouvoir exécutif et à une réduction de l'autonomie des entités régionales. Selon cette interprétation, la diminution des dissensions au niveau parlementaire crée un environnement propice permettant à l'administration de mener à bien ces changements.

La difficulté réside dans le fait que la centralisation ne met pas fin à la mobilisation ethnique. La guerre du Tigré a éclaté lorsqu'un gouvernement régional a revendiqué son autonomie électorale au mépris du calendrier fédéral. De même, les insurrections régionales en cours menées par le [Fano](#) en Amhara et l'[Armée de libération oromo](#) (OLA) en Oromia sont, à la base, des conflits portant sur les termes de l'accord fédéral. Les efforts visant à saper le modèle fédéraliste risquent donc d'exacerber les tensions ethniques plutôt que de les surmonter.

Une nuance vient relativiser ce tableau qui serait exclusivement centralisé. Une [révision](#) de juillet 2025 a ajusté le seuil de participation parlementaire, ce qui a permis à [48 partis d'opposition](#) de se présenter aux élections de 2026, suggérant que le gouvernement cherche à donner l'apparence d'un pluralisme politique tout en consolidant son pouvoir. Selon une autre [interprétation](#), l'abaissement du seuil de participation des partis affaiblit la concurrence. La trajectoire probable est celle d'un système hybride, avec une architecture fédérale formelle maintenue sur le papier tandis que le pouvoir effectif migre vers le centre du pays. Pour savoir si cela conduira à plus stabilité ou de fractures, il faut observer à quel point la centralisation s'accompagne de véritables compromis. D'après les éléments dont nous disposons actuellement, cela ne semble pas être le cas.

Un nouveau mandat du Parti de la prospérité améliore-t-il ou aggrave-t-il les perspectives de sécurité intérieure de l'Éthiopie ?

Un nouveau mandat risque d'aggraver les perspectives de sécurité structurelles tout en stabilisant légèrement la situation opérationnelle à court terme. D'une manière générale, lorsque le parlement est dominé par le parti au pouvoir, il devient structurellement difficile de demander des comptes à l'exécutif et la dissidence [se déplace](#) en dehors des institutions officielles. Compte tenu des multiples conflits internes en cours, on observe déjà ces tendances.

Les insurrections dans l'Amhara et l'Oromia continuent de générer une instabilité considérable. Malgré cela, [ni le Fano ni l'OLA n'ont réussi à s'emparer](#) de territoires stratégiques dont la taille serait significative. De plus, le succès du programme de réformes économiques fournit au gouvernement des ressources utiles pour financer les salaires et les armes nécessaires au maintien de ses efforts militaires et policiers dans ces régions.

Bien qu'ils n'aient pas réalisé de gains stratégiques importants, l'OLA et le Fano ont maintenu leur présence et leur organisation. Ces conflits persistent, car ils sont alimentés par la légitimité contestée du système fédéral. Une super majorité qui prétend résoudre la rivalité entre élites par la domination électorale contraint l'opposition à rechercher d'autres moyens d'action, souvent armés. En mars 2026, le [Fano a averti](#) que toute entité apportant son aide au processus électoral serait « considérée comme ennemie du peuple amhara ». Une élection organisée dans de telles conditions confirme, plutôt qu'elle ne dissipe, le discours de marginalisation qui alimente l'insurrection.

Le Tigré est un grave foyer de conflits, et les élections sont directement impliquées dans sa détérioration. L'[accord de Pretoria de 2022](#), qui a mis fin aux deux années d'hostilités entre le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) et le gouvernement fédéral, a tenu près de trois ans, même si sa mise en œuvre a connu des ratés. Cependant, début 2025, [des analystes](#) ont commencé à mettre en garde contre un risque de reprise des violences au Tigré. Début 2026, plusieurs [actions](#) ont exacerbé les tensions. En février, la Chambre de la Fédération a retiré plusieurs circonscriptions à l'administration du Tigré et a reporté les élections régionales jusqu'à ce que les « [revendications territoriales](#) » soient réglées. De plus, le TPLF, déjà radié après avoir tenu son congrès contre la volonté du gouvernement fédéral, [a pris des mesures](#) en avril 2026 pour rétablir le gouvernement régional. Finalement, aucun scrutin n'a eu lieu au Tigré, qui [est toujours le théâtre](#) de déplacements de population sur lesquelles pèsent des menaces de combats.

Surtout, le mandat octroyé à la super majorité risque de la dissuader de faire des concessions précisément là où elles sont le plus nécessaires. Le Premier ministre Abiy [a publiquement averti](#) que le congrès du TPLF pourrait conduire à un conflit ouvert, dans des termes similaires à ceux qu'il avait utilisés avant le déclenchement des combats en 2020.

Comment ces élections influencent-elles les relations de l'Éthiopie avec ses voisins dans la corne de l'Afrique ?

Les sécurités intérieure et extérieure de l'Éthiopie sont étroitement liées. Les relations fragiles avec l'Érythrée et les tensions croissantes avec le Soudan – marquées de part et d'autre par des accusations réciproques de soutien à des *proxies* – font qu'un régime affranchi de toute obligation de rendre des comptes sur le plan intérieur rencontre peu de freins à son comportement belliqueux à l'échelle régionale. Ce mandat ne modifie pas les objectifs de la politique étrangère éthiopienne ; il rend seulement moins coûteux, sur le plan intérieur, de les poursuivre avec agressivité.

Cette réélection ouvre la voie aux ambitions d'Abiy concernant la mer Rouge, qu'il présente comme un impératif existentiel pour un État comptant plus de [130 millions d'habitants](#). L'illustration la plus claire de cette quête d'accès à la mer est le [protocole d'accord](#) de janvier 2024 signé entre l'Éthiopie et le Somaliland, dans lequel ce dernier louerait au premier une portion du littoral du golfe d'Aden en échange d'une reconnaissance éventuelle de son indépendance. Grâce à la médiation turque, l'Éthiopie [est revenue](#) sur cet accord, sans toutefois confirmer son annulation. Cette volonté d'accéder à la mer a déjà [structuré en réponse la](#)

[formation](#) d'un front commun, bien que lâche, entre l'Érythrée, la Somalie et l'Égypte. L'approche offensive éthiopienne est en train de bouleverser les alliances géopolitiques et sécuritaires de la région.

Le Soudan constitue un nouveau casse-tête, plus dangereux encore. Depuis décembre 2025, les responsables soudanais accusent l'Éthiopie de [former des combattants](#) des Forces de soutien rapide (FSR) et des milices alliées. Ces allégations se sont d'ailleurs multipliées en 2026. En mars, un gouverneur proche des Forces armées soudanaises a accusé l'Éthiopie de soutenir une offensive des FSR contre la ville frontalière de Kurmuk. [Des images satellites](#) analysées par le Laboratoire de recherche humanitaire de Yale ont mis en évidence une activité correspondant à des opérations de soutien militaire au sein d'une base des Forces de défense nationale éthiopiennes près d'Asosa, située dans l'Ouest de l'Éthiopie. Toutefois, ces preuves sont contestées et non concluantes, ce qui témoigne de la réelle incertitude entourant cette implication croissante.

Le point chaud probablement le plus critique à court terme concerne l'Érythrée, car toute tentative du gouvernement central de résoudre la crise du Tigré par la force risque d'entraîner une confrontation directe avec Asmara. Les relations entre l'Érythrée et l'Éthiopie se sont [détériorées](#), inversant le rapprochement qui avait valu à Abiy le [prix Nobel de la paix 2019](#). L'Érythrée a en effet perçu comme une menace pour sa souveraineté et son intégrité territoriale la revendication éthiopienne d'accéder à la mer et la désignation de sa ville portuaire d'Assab comme point d'accès potentiel. Une autre source de tension se situe au Tigré, où la précédente coalition entre l'Éthiopie et l'Érythrée s'est complètement effondrée. [L'Éthiopie avance](#) que l'Érythrée intensifie son soutien au TPLF s'intensifie et appuie des groupes armés dans l'Amhara. Elle allègue par ailleurs que des troupes érythréennes se trouveraient au Tigré, [ce que l'Érythrée a nié](#). De nombreux observateurs estiment que les issues possibles au conflit se réduisent et que les élections de 2026 ainsi que la situation non résolue au Tigré pourraient constituer un point de bascule.

*
* * *

La stabilité interne de l'Éthiopie peut servir de « [variable systémique](#) » pour la région, ce qui signifie que les changements au sein de l'Éthiopie ont des répercussions à grande échelle dans la corne de l'Afrique. On le voit dans les répercussions régionales générées par les revendications de l'Éthiopie pour accéder à la mer, puisqu'un mandat électoral écrasant octroyé à Abiy fait tomber les obstacles qui pourraient l'empêcher de poursuivre cet objectif toujours plus fermement.

Pourtant, cette dynamique soulève d'importantes questions concernant l'impact plus large des actions de l'Éthiopie. Si des initiatives offensives alimentent des contre-coalitions et augmentent le risque d'escalade, les acquis du gouvernement pourraient être contrebalancés par une instabilité régionale accrue. L'analyse de ce schéma suggère que la consolidation politique intérieure de l'Éthiopie pourrait, paradoxalement, compromettre à la fois ses ambitions régionales et la stabilité générale de la corne de l'Afrique.

Crédits image : [fivepointsix](#)

— • — — • — • — • •

Aaron Stanley

Aaron Stanley ([@AaronStanley](#)) est directeur adjoint et chercheur au sein du programme Afrique du Center for Strategic and International Studies (CSIS) à Washington, D.C.

Comment citer cette publication

Aaron Stanley, « Après l'élection d'une "super majorité" : quelle trajectoire pour l'Éthiopie en 2026 ? », trad., *Le Rubicon*, vol. 6, 17 juillet 2026
[<https://lerubicon.org/apres-lelection-dune-super-majorite-quelle-trajectoire-pour-lethiopie-en-2026/>].